

Le pouvoir aux travailleurs

25 AOU 2000

N° 76

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- GBAGBO, GUÉI, BOMBET, ALLASSANE, BÉDIÉ ET LES AUTRES : NE PAS PRENDRE LES VESSIES POUR DES LANTERNES ...	3 - 5
- AGRESSIFS OU DÉFENSIFS, L'ETHNISME, LA XÉNOPHOBIE AU COEUR DE LA CAMPAGNE DES CANDIDATS DITS "IMPORTANTES"	6 - 7
- ASSURANCE MALADIE A LA SAUCE FPI : UNE DEMAGOGIE ELECTORALE, EN PLUS D'UN MOYEN D'EXTORQUER DE L'ARGENT AUX CLASSES POPULAIRES ..	7 - 8
- OU EST DONC PASSE LE "MIRACLE IVOIRIEN" ?	9 - 10
- SOLDARITE AVEC LES ENSEIGNANTS ET LES ELEVES DU PRIVE	11
- LES JOURNALISTES FACE A LA SORCELLERIE	11 - 12
- UNE CRAPULE EN DEVENIR	12 - 13
- POUR L'ABOLITION DE TOUS LES PRIVILEGES	13 - 14
- GUEI FAIT DES HEUREUX	14
- L'ACTUALITE DES IDEES DE TROTSKY	14 - 17

**GBAGBO, GUÉI, BOMBET,
ALLASSANE, BÉDIÉ ET LES AUTRES :
NE PAS PRENDRE LES VESSIES POUR DES LANTERNES**

Les élections présidentielles seront probablement repoussées à la mi-octobre, ce qui n'empêche pas les vedettes de la politique d'être en campagne depuis plusieurs semaines. Chacun parcourt le pays pour vendre la marchandise qu'il a à vendre : sa personne. Le cérémonial est pour ainsi dire le même pour tous : la caravane électorale débarque dans une ville ou un village, le candidat rencontre les notables locaux qui veulent bien le rencontrer ; se fait photographier en compagnie des chefs traditionnels ou, mieux encore, du roi local s'il y en a un ; fait son meeting, chante un petit couplet pour l'ethnie ou la religion locales dont il se préoccupe bien entendu des intérêts, un autre couplet pour les femmes et pour les jeunes ; petit coup de chapeau pour l'armée et surtout, l'énumération de toutes les merveilles qui arriveront au pays si l'électorat a la bonne idée de l'installer, lui, dans le fauteuil présidentiel.

Les discours des uns et des autres semblent interchangeables - et ils le sont au-delà de ce qu'on peut imaginer. Car si, tout en s'adressant à tous, chacun a son électorat ciblé, une fois installé dans le fauteuil présidentiel, chacun mènera la politique qui lui est prescrite par les privilégiés ivoiriens, riches commerçants ou entrepreneurs, caciques de la politique, gros notables et derrière eux, par la grande bourgeoisie internationale, notamment française.

Les classes laborieuses de ce pays, les travailleurs, les paysans, l'armée des pauvres des villes et des campagnes sont certes conviés aux élections. S'il n'y a pas trop de triche, de bourrage d'urnes, ce seront même eux qui décideront qui des quatre ou cinq chevaux de tête arrivera en premier dans la course présidentielle. On nous répète que la démocratie, c'est précisément cela ; que, contrairement au temps du parti unique, aujourd'hui, il y a le choix, et c'est le peuple qui décide.

Mais le choix est faussé avant même qu'on mette son bulletin dans l'urne. Car les principaux candidats sont tous issus des mêmes milieux, un général, un ancien ministre, un ancien premier ministre, un ancien président de la République peut-être, si Bédié se maintient. Il y a aussi celui dont le crédit vient de son passé d'oppositionnel, mais qui appartient aussi à la couche

privilégiée, et surtout, qui est lié à cette couche par toutes ces idées, toute sa politique et même, par toutes ses promesses. Et tous, ou leurs seconds couteaux, participent ou ont participé au gouvernement en place, où ils s'entendent comme larrons en foire. Et on voit bien comment ce gouvernement, dont le chef suprême avait promis le coup de balai, n'a rien balayé du tout.

Ni les uns, ni les autres n'ont nullement l'intention de faire quoi que ce soit en faveur de ceux dont le travail fait pourtant vivre le pays. Ils ne feront rien pour augmenter les salaires scandaleusement bas des ouvriers des usines et des chantiers. Ils ne feront rien pour que tous ceux qui, dans les villes, sont condamnés à la pauvreté extrême parce qu'ils ne trouvent pas de travail, puissent en trouver un, et correctement payé. Ils ne feront rien pour les petits paysans, qui survivent de plus en plus difficilement, non seulement sans le moindre confort de notre époque, comme l'eau potable, l'électricité ou des médicaments, mais qui n'ont parfois pas de quoi manger régulièrement.

Ils ne feront rien, parce que le monde des pauvres, des travailleurs des villes et des campagnes n'est pas leur monde. Mais surtout, ils ne feront rien, parce que pour faire quelque chose pour ceux qui travaillent, il faudrait prendre l'argent où il est, c'est à dire, dans les coffres forts ou dans les comptes en banque des riches. Et cela, ils ne veulent même pas l'imaginer !

Pour ne prendre que cet exemple-là : il est de notoriété publique que le président déchu et nombre de ses ministres se sont enrichis par le pillage des caisses de l'Etat, par des détournements, par la corruption autour des marchés publics. Y a-t-il un seul candidat qui promet la confiscation immédiate de tous les biens de ces gens-là, ainsi que les biens de tous ceux qui ont bénéficié de la corruption? Combien de ceux qui ont accumulé des fortunes dans des opérations immobilières, se sont appropriés des parcelles grâce à la corruption d'un député ou d'un ministre ? Combien d'entreprises ont récupéré des commandes d'Etat grâce à des soutiens politiques hautement placés et payés comptant ?

Ces richesses ont pourtant été accumulées par le vol. Il serait naturel, logique et moral de les obliger de rendre ce qu'ils ont volé. Et les milliards ainsi récupérés pourraient servir, par exemple, à financer une assurance maladie dont la plupart des travailleurs sont totalement privés, sans même parler de la masse des paysans.

Mais même Gbagbo, le candidat qui se prétend de "gauche", quand il parle d'assurance maladie, c'est pour envisager une nouvelle taxe sur les ignames ou les maniocs des paysans même les plus pauvres et un prélèvement supplémentaire sur les salaires déjà misérables.

Alors, le choix du futur président n'a vraiment de l'importance que pour les cliques politiques et les clans familiaux qui les entourent. Ceux-là peuvent espérer une promotion et pour les plus hauts placés, une place de ministre, de directeur de cabinet ou la direction d'entreprises publiques. Dans la bousculade qui entoure le mangeoire, il y aura peut-être de nouvelles têtes. Pour ceux-là, il y aura un changement. Mais combien sont-ils ?

Mais pour la grande majorité de la population, qui travaille et peine pour survivre, il n'y aura de changement que lorsqu'elle sera assez forte, assez organisée, assez consciente pour revendiquer son dû et pour imposer des salaires corrects pour les ouvriers et un revenu convenable pour les petits paysans.

Le pays est-il trop pauvre pour que ce soit possible ? Il n'y a qu'à voir les yeux ouverts l'animation du Plateau ou les quartiers élégants de Cocody pour constater que pour des dizaines de milliers de bourgeois, grands et moyens, ivoiriens, libanais, français et bien d'autres, la Côte d'Ivoire est un Eldorado, où on peut s'enrichir, parfois très vite. Et il n'est pas difficile de comprendre que la principale source d'enrichissement pour ces gens-là ne vient pas des richesses naturelles du pays, mais des bas salaires de sa main d'oeuvre. Les capitalistes, grands et petits, s'enrichissent vite ici, précisément parce qu'ils payent leurs salariés mal. Ces bas salaires, cette sur-exploitation, c'est aussi du vol, comme le pillage des caisses de l'Etat, même si c'est un vol qui n'est même pas considéré comme immoral dans cette société.

Alors, oui, même si le pays n'est pas riche, sa classe privilégiée, ivoirienne et étrangère, a accumulé assez pour qu'en lui imposant une autre répartition, une autre utilisation des capitaux, un peu plus favorables aux classes laborieuses, on puisse améliorer le sort de celles-ci.

Ce ne sont pas ces élections qui nous procureront ce changement, qui en serait réellement un. Mais la majorité exploitée de la population a la force de le faire - et soyons sûrs, elle le fera un jour, et ce ne sera que justice.

**AGRESSIFS OU DÉFENSIFS,
L'ETHNISME, LA XÉNOPHOBIE AU COEUR DE LA
CAMPAGNE DES CANDIDATS DITS "IMPORTANTES"**

Depuis que la campagne pour les élections présidentielles est lancée, il y a une sorte d'infléchissement dans la démagogie des quatre principaux camps qui s'affrontent : celui du PDCI officiel, celui de Guéi, celui d'Alassane et celui de Gbagbo. Même les candidats les plus habitués à utiliser la démagogie ethniste ont mis en sourdine leurs déclamations les plus nettes et les plus stupides, pour accentuer les aspects anti-étrangers, xénophobe, de leur démagogie. Ce sont les nécessités de la campagne qui veulent cela : tout en soignant leurs bases ethniques respectives, les candidats savent qu'ils n'ont une chance d'être élus que si leur électorat déborde au moins un peu sur les autres ethnies. L'"ivoirité" en revanche, cette invention aussi bête que néfaste, est le crédo de tous les candidats.

Voilà donc Gbagbo par exemple, lui qui a en quelque sorte pris la place de Bédié en matière de propagande ethniste, qui essaye maintenant de faire la cour aux ethnies de ses adversaires. Il publie des communiqués de victoire chaque fois qu'un roi ou un chef de village baoulé veut bien le recevoir et promet aux nordistes monts et merveilles.

A supposer même que l'infléchissement s'avère durable, la xénophobie ne vaut certainement pas mieux que l'ethnisme. Faut-il rappeler que les Burkinabés que les politiciens démagogues prennent pour cible représentent une fraction importante du monde

du travail. Ce sont eux qui ont cultivé les terres des gros planteurs, blancs comme ivoiriens, et qui ont permis de s'enrichir à cette bourgeoisie rurale dont Houphouët avait été le représentant et le prototype. Rappelons d'ailleurs que la lutte menée au temps colonial par le syndicat des planteurs ivoiriens contre le pouvoir colonial avait pour enjeu le droit d'utiliser - c'est à dire, d'exploiter - les ouvriers agricoles burkinabé importés de force de leur région (qui, de surcroît, était rattachée à l'époque à la Côte d'Ivoire). Les travailleurs qui ont creusé naguère le canal de Vridy contre un salaire misérable et qui ont permis au port d'Abidjan d'exister, étaient en majorité d'origine burkinabé. Comme étaient en grande partie d'origine burkinabé ceux qui se sont fait exploiter dans les premières usines d'Abidjan.

Alors, oui, tous ces travailleurs et leur descendance ont tout autant des droits sur ce pays que tous les autres travailleurs et paysans pauvres. Et infiniment plus que tous ceux qui se sont enrichis en parasitant le travail des précédents, en volant les caisses de l'Etat ; infiniment plus que tous ces politiciens qui ont obséquieusement servi le pouvoir colonial avant que ce dernier leur passe la main pour continuer à piller le pays et exploiter ses classes laborieuses.

Et puis, la démagogie anti-étranger débouche inévitablement sur l'ethnisme. Les frontières coloniales dont héritent les

frontières actuelles de la Côte d'Ivoire, sont des frontières qui n'obéissent à aucune logique, ne correspondent en rien aux intérêts des peuples qu'elles morcellent entre Etats. Même si on a vécu depuis des générations dans des régions qui appartiennent à la Côte d'Ivoire actuelle, il suffit d'être d'une de ces ethnies à cheval sur plusieurs frontières pour que des démagogues ou des imbéciles vous soupçonnent de ne pas être ivoiriens.

L'obligation d'avoir une ascendance ivoirienne pour poser sa candidature à la présidence pourrait n'être que ridicule. Elle l'est d'ailleurs jusqu'à l'absurde, tant il est vrai que l'obligation concomitant d'avoir au moins quarante ans pour poser sa candidature et en même temps, avoir des parents ivoiriens, est une contradiction dans les termes car il y a quarante ans, la Côte d'Ivoire n'existait pas en tant qu'Etat souverain, pas plus que la nationalité ou la citoyenneté ivoirienne. Aucun candidat ne peut remplir les obligations votées par le référendum et aucun ne les remplit.

Mais là où l'affaire n'est plus ridicule mais grave et, à terme, peut être tragique, c'est que la démagogie anti-étrangère de tous ces politiciens, l'ethnisme ouvert de leurs seconds couteaux et des journalistes à leurs bottes, créent un climat délétère et des tensions entre communautés qui ont toutes les raisons de vivre ensemble. Les travailleurs n'ont sans doute pas la force aujourd'hui de rappeler à l'ordre tous ces gens, ni même la conscience qu'ils pourraient le faire et qu'ils pourraient leur interdire de semer des haines qui pourraient déboucher sur des situations comme au Libéria ou au Sierra Léone. Mais il faut au moins préserver les usines, les chantiers, les quartiers populaires de ce poison. Tous les exploités, tous les travailleurs forment une seule et même communauté, quelles que soient leur origine ethnique et la région de leur naissance. C'est ensemble qu'ils peuvent avoir la force de se défendre de ceux qui les exploitent et les oppriment. Tous ceux qui cherchent à les diviser, à les opposer les uns aux autres, sont leurs ennemis mortels.

**ASSURANCE MALADIE A LA SAUCE FPI :
UNE DEMAGOGIE ELECTORALE, EN PLUS D'UN MOYEN
D'EXTORQUER DE L'ARGENT AUX CLASSES POPULAIRES**

Ces temps de campagnes électorales donnent toutes sortes d'idées aux politiciens qui font de la surenchère... sans que ça leur coûte grand chose. D'un côté, il y a Alassane Ouattara qui dit faire pleuvoir des milliards ; pouvoir dispenser une éducation gratuite jusqu'à l'âge de 15 ans ; mettre à disposition des plus démunis des soins de base gratuits, etc. On se demande

d'ailleurs, qu'est-ce qu'il attendait pour le faire durant toutes ces années qu'il a passé au pouvoir comme premier ministre ? De l'autre, Gbagbo qui dit qu'il va mettre en place une assurance maladie pour permettre à tous d'accéder aux soins médicaux modernes.

Après tout, oui, quoi de plus normal et de plus légitime que

d'accéder de nos jours aux soins modernes ? Pourtant, dans ce monde pourri, même ce minimum n'est pas accessible à la majeure partie de la population de ce pays. Aujourd'hui, il sert même de prétexte à un politicien comme Gbagbo pour faire non seulement sa propagande, mais, même, trouver-là prétexte pour faire payer, comme toujours, les plus pauvres !

Parce qu'il serait tout de même normal que ce soient les patrons d'entreprises, tous ceux que les travailleurs engraisent par leur travail, tous ceux qui ont pillé les caisses de l'Etat durant toutes ces années, qui payent une assurance pour tous ceux qui n'ont pas les moyens. Oh non, le plan d'assurance de Gbagbo n'est pas celui-là.

Il est du genre Caistab de Houphouët Boigny. La Caistab était un organisme financé par les producteurs de Cacao et de Café dans le but de compenser en leur faveur les baisses du cours de ces produits sur le marché mondial. Au total, comme chacun le sait, cet argent a servi beaucoup plus à autre chose qu'à celui pour lequel il a été créé.

Eh bien, aujourd'hui, Gbagbo propose de ponctionner 15% sur tous les produits de la terre : riz, ignames, manioc, bananes, cacao, café, etc. De même que tous les travailleurs et chômeurs devront y contribuer, selon leurs revenus, de quelques 3000F à 10.000F par an. Tout cet argent collecté représenterait une somme de l'ordre de 130 milliards par an, selon les chiffres avancés par Gbagbo.

Ce qui voudrait d'abord dire

que le prix de la banane, de l'igname, du manioc, etc, augmenterait d'emblée de 15% pour le consommateur sans pour autant que les revenus des travailleurs s'améliorent. Si les Gbagbo, les Ouattara et les Bédié ont besoin de maigrir pour avoir une meilleure santé, il n'en va malheureusement pas de même des travailleurs et des pauvres, victime justement de nombreuses maladies du fait même d'une mauvaise nutrition au départ. Alors autant dire que les propositions de Gbagbo aggraveront plutôt les choses, de ce côté-là. De plus, est-ce que les travailleurs, pour ne pas parler des chômeurs, ont les moyens de payer la somme proposée ? Mais ça, manifestement, ce n'est pas trop le problème du géniteur de l'idée de cette assurance. Les travailleurs peuvent être sûr qu'il s'arrangera avec les employeurs pour prélever cette taxe supplémentaire directement sur la paye.

Ensuite, Gbagbo n'a pas expliqué, où les paysans dans les campagnes, dans la brousse iront trouver un médecin pour leur prescrire leur ordonnance, effectuer leur radio et autres analyses, pour lesquels ils auraient payé ? Où trouveront-ils une pharmacie ? S'il faut se rendre dans les villes pour se soigner, se posera aussi les moyens de transports, de logement, etc. De tout cela, rien n'a été dit.

En fait, ce que Gbagbo veut mettre en place, ce n'est pas tant une assurance maladie, mais plutôt un moyen de faire payer les pauvres pour renflouer les caisses vides de l'Etat.

OU EST DONC PASSE LE "MIRACLE IVOIRIEN" ?

Depuis le coup d'Etat du 24 décembre 1999, la situation économique ne cesse de se dégrader. Les investisseurs se font de plus en plus rares. Si le "taux de croissance", qui n'est déjà qu'un indice déformé de la réalité économique d'un pays, est en dessous du chiffre zéro pour la Côte d'Ivoire, selon même les chiffres plus ou moins officiels, c'est que l'économie de la bourgeoisie ne doit pas être vraiment en bonne santé.

Il faut croire que le "miracle ivoirien" n'a été qu'un mirage qui a disparu aussi vite qu'il n'est apparu. Il ne tenait manifestement qu'à un fil pour se dissiper aussitôt que le prix du Cacao a fait une chute vertigineuse sur le marché boursier de Londres. C'était certes la principale raison. Mais il y en a au moins une autre, celle de l'instabilité politique du pays.

En effet, ce "miracle" était en partie bâti sur la servilité de Houphouët Boigny envers l'impérialisme, soutenue elle-même par une dictature féroce interdisant toute contestation venant de la population pauvre.

La Côte d'Ivoire avait même le triste honneur d'être une base avancée de l'impérialisme français dans cette région de l'Afrique. Les banques qui poussaient, desservaient plusieurs pays et les sociétés capitalistes installées à Abidjan rayonnaient au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire. Mais voilà donc la stabilité déjà affaiblie avec la disparition de Houphouët, qui commence à n'être plus qu'un souvenir.

L'ironie du sort c'est que ce n'est pas d'une contestation venue des classes populaires, qui auraient pourtant bien des raisons de se révolter, qu'est venu le problème de la bourgeoisie internationale comme nationale.

Le problème, il est venu de l'appareil d'Etat lui-même, mis en place, défendu et choyé pourtant par des grandes puissances, notamment la France, pour préserver les intérêts de leurs "investisseurs", c'est-à-dire de leur bourgeoisie. Il est venu d'abord d'en haut, des sommets de l'Etat et de ses dignitaires qui ne se sont pas contentés de taper dans la poche des pauvres et dans les caisses de l'Etat, mais se sont enhardis à rançonner les "investisseurs" eux-mêmes.

Combien de ces patrons d'entreprises industrielles, de propriétaires de chaînes commerciales ont-ils poussé un ouf de soulagement lors du départ de Bédié, rançonneur en chef ? A tort - car avec Guéi ce n'est pas mieux.

Le bon exemple venant d'en haut, les militaires parvenus au pouvoir n'ont fait que copier sur leurs maîtres de haut en bas de l'échelle hiérarchique. Si au moins ils s'étaient contentés de racketter la population pauvre, la bourgeoisie n'aurait eu rien à redire. Mais les voilà qui ne se contentaient plus de "réquisitionner" les Wôrô-wôrô, trop pourris à leurs yeux, pour préférer les 4x4 rutilantes des bourgeois.

Voilà donc les chiens de garde qui ne se limitent pas à mordre des pauvres, ils mordillent

même leurs maîtres !

Cet Etat ivoirien qui semblait si fiable pour protéger les intérêts des possédants est devenu lui-même facteur d'insécurité. Du coup, certains "investisseurs" commencent à plier bagages.

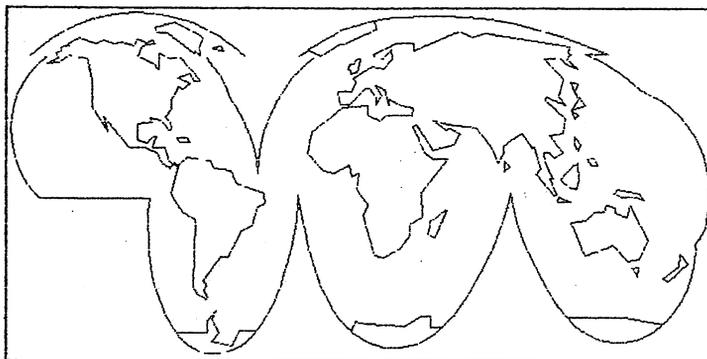
Même du temps du "miracle ivoirien", il n'y en avait que pour les riches, jamais pour les pauvres !

La motivation des investisseurs capitalistes, c'est le profit qu'ils tirent de leurs investissements. Et ce profit vient des bas salaires des travailleurs en Côte d'Ivoire qui, faut-il le rappeler, est de 10

fois, 20 fois plus bas que les salaires dans un pays comme la France. Même si Alassane disait vrai, s'il avait le pouvoir de rassurer le capital international au point de faire revenir les capitalistes qui sont partis, ceux-ci ne reviendraient que pour exploiter cette mine d'or que constituent les bas salaires et pour mettre la main sur ce qui, dans ce pays, rapporte du profit.

Mais, en plus, Alassane n'a aucun pouvoir dans ce domaine et il fait comme tous ses collègues et rivaux; il promet pour être élu et après, adviennent qui pourra ! Comme dit le dicton : les promesses des politiciens n'engagent que ceux qui les croient.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LEUR SOCIETE

SOLDARITE AVEC LES ENSEIGNANTS ET LES ELEVES DU PRIVE

Les enseignants des écoles privées sont en mouvement depuis quelque temps pour cette raison bien compréhensible que leurs salaires ne sont pas payés et qu'on menace certains d'entre eux de licenciement.

Le point de départ c'est que le régime militaire a coupé le crédit à l'enseignement privé et que les responsables de ces écoles n'ont pas jugé utile de prendre sur leur argent personnel ou sur les profits antérieurs de leurs établissements de quoi payer les enseignants. Au contraire ils ont fait du sort des enseignants un moyen de chantage vis à vis du gouvernement.

Nous n'avons pas de sympathie particulière pour toutes ces écoles privées qui dispensent d'un enseignement au rabais dans l'unique but de générer du profit pour ses fondateurs. Nous n'en avons pas non plus pour l'école

privée confessionnelle. Car l'enseignement doit relever des responsabilités de l'Etat. Il doit être non-confessionnel et totalement gratuit. Il n'en reste pas moins significatif que Guéi ait trouvé de l'argent pour acheter les députés ou encore pour financer un contrat faramineux de construction de logements pour ses militaires et qu'en même temps ce soit sur l'enseignement qu'il fasse des économies.

Et le fait que les propriétaires de ces écoles soient eux aussi des crapules ne rend pas les décisions du gouvernement plus justes.

En tous les cas l'économie faite sur les écoles même privées se conjugant avec la guéguère entre le gouvernement et les fondateurs de ces écoles retombe d'abord sur les enseignants et ensuite sur les élèves eux-mêmes.

LES JOURNALISTES FACE A LA SORCELLERIE

Nos journalistes zélés ne manquent pas une occasion pour nous rapporter, au moins une fois ou deux fois par semaine, des faits divers liés à la sorcellerie. Ils se complaisent de nous décrire, comme c'est la cas

dans Soir info du 4 et 5 août dernier, avec le plus grand sérieux, comment une jeune femme, ancienne sorcière, tuait dix personnes par jour. Le journal le Patriote du 14 août nous parle, lui aussi avec la prétention de

LEUR SOCIÉTÉ

sérieux d'un reportage, d'un ancien employé d'Air Afrique, qui guérit des malades au nom du Christ, le cas échéant par téléphone.

Qu'une pauvre paysanne âgée, sans étude et sans culture, puisse croire en la sorcellerie ou puisse même se croire dotée de pouvoirs surnaturels, cela s'explique. Encore que c'est bien un des signes de la pauvreté culturelle que nous impose la société d'exploitation que ce genre de stupidités survivent sans passer pour des cas de dérangement mental. Mais ces journalistes qui reprennent ces balivernes à leur compte ou, pire encore, ces juges qui jugent, aujourd'hui encore, en ce début du XXI^e siècle et qui condamnent pour sorcellerie ? Ces gens là ont fait des études, ils savent ou en tous cas, ils devraient savoir !

Qu'ils répètent et cautionnent ces balivernes pour vendre du papier ou pour faire de la démagogie ou encore, qu'ils soient eux-mêmes des demeurés, peu important leurs motivations.

Ils sont infiniment plus

coupables de véhiculer, en leur donnant du crédit, des croyances héritées d'un autre âge que ces pauvres femmes et hommes qu'on accuse de sorcellerie. Il est vrai qu'ils vivent à une époque où la pourriture de l'ordre social capitaliste fait renaître des idées réactionnaires que l'on pouvait espérer disparues depuis des siècles ; à une époque où fleurissent les sectes religieuses les plus farfelues et où les religions établies se servent de la télévision et de l'internet pour propager des croyances datant des temps obscures de l'humanité ; à une époque où des chefs d'Etat de grandes puissances prétendent cultivés consultent l'horoscope pour prendre une décision.

Cela n'excuse en rien la bassesse intellectuelle et morale de cette prétendue intelligentsia qui sévit dans les journaux, dans les sphères du pouvoir ou dans les tribunaux. Cela ne fait que renforcer la conviction qu'il n'y a plus de progrès possible dans notre société sans révolution, sans le renversement d'un ordre social qui constitue le terrain nourricier de tout cet obscurantisme.

UNE CRAPULE EN DEVENIR

Il est déjà loin le temps où le jeune Ahipeaud Marcial était à la tête de la contestation estudiantine. Le voilà aujourd'hui en soutient au général Guéi, celui-là même qui s'était particulièrement illustré lors de la répression sauvage subie par

les étudiants de la cité universitaire de Yopougon toits-rouges.

Depuis lors, Ahipeaud Martial s'est donc reconverti. Il semble montrer, en tous cas, qu'il était de la même race que les Bala

LEUR SOCIÉTÉ

Keita. Comme tous les politiciens de cette espèce, en fonction du vent, il choisit le cheval porteur. De "l'anti-houphouétisme", le voilà qui soutient un "houphouétiste" qui s'en réclame haut et fort.

On se souvient qu'avant d'atterrir dans les bras de Guéi, il est passé par ceux de Gbagbo dont il semblait ne jurer que par son nom.

Si Anipeaud, a changé de cheval, passant de Gbagbo à Guéi, tout en flirtant avec Alassane, en

passant, il n'a pas pour autant changé de bord. Il est du même bord que toutes les crapules que la bourgeoisie trouve pour mener ses sales besognes, du moment que ça paye.

Si à 30 ans, il est déjà capable de tourner sa veste avec autant de talent, on peut fort bien imaginer ce qu'il sera capable de faire à 50 ans. Décidément, la nouvelle génération de politiciens qui monte est digne de ses aînés, Bédié, Dibonan, Bala Kéita et consorts.

POUR L'ABOLITION DE TOUS LES PRIVILEGES

Depuis plusieurs semaines, les principaux leaders politiques font des tournées à travers le pays. Ils ne ratent pas une occasion pour s'incliner devant les chefs traditionnels et solliciter leur parrainage. Ces gens qui se proclament "roi" ou "chef de terre" accordent à grand renfort de publicité leur bénédiction à tel ou tel de ces candidats. Certains de ces candidats qui se disent par ailleurs partisans du modernisme, poussent leur démagogie jusqu'à organiser des cérémonies rituelles dans des bois dit sacrés, pour recevoir des sortes de bénédiction.

Dans certaines contrées de la planète ce genre de vestiges de périodes révolues ont pu être de gré ou de force balayer. Il est vrai qu'il a fallu pour cela des soubresauts révolutionnaires pour

le faire. Mais il y a eu avant au moins des militants courageux pour se revendiquer de l'abolition des privilèges. Visiblement ça n'a pas été le cas partout. En tout cas en Côte d'Ivoire les anciens colonisateurs se sont contentés de faire bon ménage avec ce genre de tradition. Si bien qu'après l'indépendance elles ont survécu, entretenues qu'elles ont été par les nouveaux tenants du pouvoir politique au nom de la tradition.

Bien sûr que dans les traditions africaines tout n'est pas à rejeter, bien au contraire. Les principales de vie communautaires font partie des bonnes traditions à conserver. Elles n'intéressent peut-être pas les dirigeants politiques. Mais même pour supprimer les vieilleries périmées on ne peut pas compter sur nos dirigeants pour le faire.

LEUR SOCIÉTÉ

Il faudrait pour cela que les forces vives de la société, c'est-à-dire les travailleurs et les paysans pauvres, soient mobilisées pour le faire. Et on peut souhaiter que dans la continuité de leur mobilisation ils mèneront

le combat pour se libérer du capitalisme et des capitalistes qui sont aujourd'hui des parasites autrement plus nuisibles que les survivants minables des époques pré-coloniales.

GUEI FAIT DES HEUREUX

On se souvient qu'une des revendications des militaires, c'était d'avoir chacun une maison à eux. Bédié ayant mal capté le message, il l'a payé en perdant sa place tant enviée par ses concurrents de premier ventre du pays.

Il vient, en effet, de lancer le projet de construction de 2500 maisons pour les militaires.

Avec le pouvoir de Guéi, il suffit d'être patron, député,

conseiller économique et social, ministre ou encore militaire, pour gagner un petit quelque chose. Il n'y a peut-être pas d'argent pour les travailleurs mais il y en a pour tous ces parasites-là.

Au total, ça ne fait sans doute pas beaucoup d'heureux. Mais ça fait au moins tous ceux-là plus un, le patron de Batim, parce que c'est lui qui décroché ce contrat de 17 milliards de francs, ce qui lui laisse le temps de voir passer "la transition".

* * * * *

L'ACTUALITÉ DES IDÉES DE TROTSKY

Il y a soixante ans, en août 1940 mourut Léon Trotsky, assassiné par un homme de main envoyé par Staline, à l'époque dictateur tout puissant de l'Union Soviétique.

Son nom n'est plus guère connu aujourd'hui du grand public ouvrier. Ici en Côte d'Ivoire, où le mouvement communiste ne s'est jamais développé, moins encore que dans certains pays d'Europe. Pourtant, les idées et la politique qu'il avait représenté concernent aujourd'hui encore, et

au plus haut point, non seulement les travailleurs conscients, mais plus généralement tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social capitaliste qui domine le monde et qui pensent que cet ordre social ne peut pas constituer l'avenir de l'humanité.

Léon Trotsky était avant tout un militant qui a consacré toute sa vie à combattre cet ordre social capitaliste. Il était communiste, c'est à dire un de ceux qui, de génération en génération depuis un siècle et

de mi, militent pour que la classe ouvrière s'organise et parvienne à renverser le pouvoir étatique de la bourgeoisie capitaliste, afin de lui enlever la propriété des moyens de production et des richesses qu'elle monopolise aujourd'hui. Comme tous les véritables communistes, il militait pour que les richesses et les moyens de les produire appartiennent à l'ensemble de la collectivité afin que celle-ci puisse en user pour satisfaire les besoins de tous, et pas pour procurer du profit pour une minorité. Il était de ceux qui ont la conviction que la capacité de production de l'humanité est suffisamment élevée pour pouvoir satisfaire correctement les besoins fondamentaux de tous, pour nourrir, loger, vêtir tout le monde sans exception, pour permettre à tous de s'éduquer, d'accéder à la culture et de se soigner en cas de maladie. Et si aujourd'hui la grande majorité de la société vit dans la misère et l'insécurité pour le lendemain, c'est uniquement parce que l'économie capitaliste est une économie viciée à la base, qu'elle est fondée sur l'exploitation de la majorité laborieuse par une minorité et que, pour enrichir cette minorité, elle secrète sans cesse l'inégalité entre classes sociales, entre pays.

Né en Russie, Léon Trotsky a milité dans les rangs du mouvement ouvrier russe du début de siècle dont il est devenu une des personnalités les plus marquantes. Or ce mouvement ouvrier russe était celui qui a réussi à construire le parti ouvrier révolutionnaire le plus déterminé, le plus perspicace et le plus efficace dont la classe ouvrière internationale ait jamais disposé jusqu'à présent : le parti bolchevik. C'est grâce à ce parti que la classe ouvrière russe a réussi en 1917 à conquérir et à

conserver le pouvoir politique, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Pour la première fois dans un pays - après la courte tentative de la Commune de Paris en 1871, rapidement vaincue par les possédants - ce n'était pas les riches, les capitalistes et les propriétaires terriens qui gouvernaient, mais les ouvriers alliés aux paysans pauvres. Le pouvoir était exercé par des conseils - en russe, on dit "les soviets" - élus par les ouvriers dans les villes et par les paysans pauvres dans les campagnes. Alors que tous les gouvernements du passé - et malheureusement, du présent - aidaient les riches à dépouiller les pauvres, le gouvernement soviétique a inauguré son pouvoir en chassant les grands propriétaires pour donner leurs terres et leurs outillages aux paysans pauvres et pour soumettre les usines et les banques au contrôle des ouvriers.

Avec Lénine, Trotsky était un des principaux dirigeants de cette révolution. C'est lui qui organisa l'insurrection d'octobre 1917 qui chassa le gouvernement bourgeois en place. Plus tard, alors que toutes les grandes puissances bourgeoises se sont coalisées pour attaquer de toutes parts la Russie révolutionnaire, c'est Trotsky qui organisa l'armée rouge, qui avait permis au nouveau pouvoir de résister et de repousser l'attaque.

Mais dans l'esprit de Lénine et de Trotsky, la révolution russe devait être la première bataille d'une succession de révolutions amenant dans plusieurs pays le prolétariat au pouvoir. Ils savaient que pour bouleverser l'ordre économique et social existant, pour créer les fondements d'une société égalitaire, communiste, on ne

pouvait pas aller jusqu'au bout dans le cadre d'un seul pays. L'économie était, déjà à cette époque, internationale et c'est seulement à l'échelle internationale que l'on peut mettre fin au capitalisme. Il était d'autant moins possible de parvenir à une société communiste accomplie dans la seule Russie, que ce pays, malgré son étendue et ses richesses naturelles, était un pays sous-développé. Il ne disposait pas sur son territoire de cette accumulation de richesses, de moyens de production, de culture et de savoir faire qui, seule permet d'assurer dès le départ du nouveau régime ouvrier, le nécessaire à tous.

La principale préoccupation des dirigeants de la révolution russe a donc été de profiter des moyens de l'Etat soviétique pour propager l'idée de la révolution parmi les ouvriers des autres pays, à commencer par les pays européens voisins dont certains, comme l'Allemagne, étaient des pays développés et riches. C'est pour propager la révolution que les dirigeants de la révolution russe ont créé l'Internationale Communiste, le parti international des ouvriers révolutionnaires.

Malheureusement pour toute la classe ouvrière, si de nombreuses révolutions ont suivi la révolution russe - en Allemagne, en Finlande, en Hongrie - si de puissantes grèves ont ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie en Italie, en France et plus tard, en Estonie, en Bulgarie, les prolétaires n'ont pas réussi à conquérir ou à sauvegarder le pouvoir ailleurs. Pourquoi ? Disons brièvement que le prolétariat de ces pays a été vaincu, bien plus que par ses ennemis de la bourgeoisie, par ses propres dirigeants réformistes sociaux-démocrates qui ont pris la

défense du capitalisme.

La Russie est restée seule à faire face à une multitude de problèmes qui ont fini par engendrer, au sein de l'Etat et du parti bolchevik lui-même, une bureaucratie privilégiée qui a écarté la classe ouvrière du pouvoir et qui a remplacé la démocratie soviétique par une dictature bureaucratique dont Staline allait devenir le chef suprême. Le régime soviétique lui-même et le parti au pouvoir ont cependant continué à se dire "communiste", alors pourtant qu'ils ont abandonné tous les idéaux du communisme. Chez eux, ils sont devenus les instruments d'une bureaucratie qui vivait sur le dos des travailleurs et qui a fini par priver ces derniers même des droits et des libertés les plus élémentaires. A l'extérieur, le régime soviétique est devenu le meilleur complice des grandes puissances impérialistes pour étouffer partout toute mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Une partie des militants du parti bolchevik n'a pas accepté cette évolution. Ils se sont opposés à l'émergence de la bureaucratie et en combattaient les comportements anti-ouvriers, les privilèges et la politique. Ils se sont battus pour s'opposer à ce que le stalinisme se substitue au communisme. Ces militants se sont de plus en plus reconnus en la personne de Trotsky qui, après la mort de Lénine, est devenu l'incarnation des idées et de la politique révolutionnaires communistes.

S'appuyant sur la bureaucratie, sur sa police, sur ses prisons et ses camps de concentration, Staline est venu à bout du courant qu'on allait appeler par la suite "trotskyste", mais qui était en fait ce qui

restait du courant communiste révolutionnaire authentique. Mais il n'y est parvenu qu'en emprisonnant, en envoyant en déportation puis, en massacrant physiquement tous ceux qui sont restés fidèles à leurs idées. Il a même fini par faire exécuter la plupart des dirigeants survivants de la Révolution russe.

Staline, au début de son ascension en tant que chef de la bureaucratie, n'a pas encore osé faire assassiner Trotsky. Il s'est contenté de l'expulser. C'est dans l'exode que Trotsky a continué à défendre les idées communistes, non seulement contre ses ennemis bourgeois, mais aussi, contre la trahison stalinienne. C'est lui qui a su donner de la dégénérescence du pouvoir révolutionnaire en Russie une explication marxiste cohérente. Il est le seul dirigeant et théoricien que l'évolution stalinienne de l'Union soviétique n'a pas détourné du communisme et n'a pas jeté dans les bras de la bourgeoisie. Jusqu'à la fin de sa vie, c'est au nom des idées communistes qu'ils continua son combat contre l'ordre capitaliste qui venait alors d'engendrer la barbarie nazi en Allemagne puis la deuxième guerre mondiale. Et c'est au nom des idées communistes qu'il combattait le stalinisme.

Voilà ce que Staline ne lui a pas pardonné. Voilà pourquoi il a envoyé des assassins à ses trousses qui ont fini par l'atteindre.

Mais avant de mourir, Trotsky a pu signer, au nom du communisme, l'acte de décès de l'Internationale Communiste devenue stalinienne et de tous les partis officiels dits communistes, mais qui sont devenus des officines au service de Staline d'abord, avant de devenir des partis ouvertement au service de

leur bourgeoisie nationale, comme c'est le cas aujourd'hui en France, en Italie pour ne parler que des pays où ces partis ont été importants. Il a jeté les fondements d'une nouvelle internationale, la IV^e Internationale en 1938.

Cette IV^e Internationale n'a pas eu l'occasion de s'affirmer avant que la mort de Trotsky la prive du seul dirigeant politique qui aurait pu lui transmettre toute l'expérience accumulée par les communistes russes. Mais les idées de Trotsky survivent dans ses écrits, dans ses livres.

Il appartient aux générations d'aujourd'hui, aux travailleurs et aux jeunes qui s'engagent dans le combat pour l'émancipation du prolétariat, de chercher et de trouver ces écrits qui contiennent des trésors politiques inestimables.

Une nouvelle génération communiste se lèvera, inévitablement, ici en Côte d'Ivoire et plus généralement en Afrique, tant notre continent résume, dans sa misère, dans ses inégalités criantes, dans ses régimes pourris et oppressifs, tous les maux de l'ordre capitaliste mondial. Cette nouvelle génération apprendra à son tour de sa propre expérience et de ses propres luttes. Mais les expériences futures ne profitent qu'à ceux qui savent tirer profit des expériences du passé. C'est Trotsky, ses idées et la politique qu'il a défendue, pendant bien des années seul contre tous, qui constituent le chaînon indispensable entre le communisme de Marx, d'Engels, puis celui de Lénine ou de Rosa Luxembourg et le communisme de demain.

Voilà pourquoi, pour notre part, nous revendiquons du trotskysme.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.